

LA CONSTRUCTION D'UNE STRATÉGIE D'INFLUENCE ÉPISTÉMIQUE
DANS LES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES : LE CAS DE
L'INTERNATIONAL MILITARY COUNCIL ON CLIMATE AND SECURITY

[Adrien Estève](#)

De Boeck Supérieur | « [Négociations](#) »

2020/2 n° 34 | pages 33 à 46

ISSN 1780-9231

ISBN 9782807393769

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-negociations-2020-2-page-33.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La construction d'une stratégie d'influence épistémique dans les négociations internationales : le cas de l'International Military Council on Climate and Security

The construction of an epistemic influence strategy in international negotiations: The case of the International Military Council on Climate and Security

Adrien Estève
CERI, Sciences Po Paris
adrien.esteve@sciencespo.fr

Dans ses rapports publiés en 2019, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) estime que le changement climatique pourrait accélérer ou intensifier certains risques sécuritaires dans le monde. Ce lien entre climat et sécurité est également mis en avant par plusieurs centres de recherche étatsuniens et européens, en particulier dans des travaux financés par le secteur de la défense depuis le début des années 2010. Ces équipes d'experts ont en effet publié un nombre croissant de rapports qui étudient l'impact du changement climatique sur les missions des forces armées. Or, depuis peu, ils ne se contentent plus de répondre à des appels d'offre publiés par les organisations de défense, mais se rassemblent dans de nouveaux réseaux internationaux. Dans cet article, nous montrons que ces réseaux d'experts participent aux négociations internationales au sein de plusieurs forums consacrés à la sécurité et au climat, afin d'imposer une lecture sécuritaire et militaire du changement climatique. Nous étudions en particulier le cas de l'International Military Council on Climate and Security (IMCCS), et son implication dans deux forums de négociations internationales (la Planetary Security Initiative et la Conférence de Munich sur la Sécurité). Cette contribution s'appuie sur une série d'entretiens réalisés à Paris, Washington et La Haye auprès d'experts étatsuniens et français, ainsi que sur une analyse d'archives institutionnelles.

Mots clés : Négociations internationales, changement climatique, sécurité, expertise, réseau transnational

In its reports published in 2019, the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) identified climate change as a potential accelerator or intensifier of security risks in the world. The

link between climate and security has also been highlighted by both American and European research centers, particularly in publications financed by the defense sector since the early 2010s. These teams of experts have indeed published a growing number of reports studying the impact of climate change on armed forces' missions. Yet, these experts have recently gone beyond the initial requests of national militaries and have decided to join new international networks on climate security. As shown in this article, these networks thus participate in current international negotiations taking place in several forums on climate and security, with the goal of highlighting a security and military perspective on climate change. We will focus on the case of the International Military Council on Climate and Security (IMCCS) and its involvement in two international negotiation forums (the Planetary Security Initiative and the Munich Security Conference). This contribution builds on a series of interviews conducted in Paris, Washington, and The Hague with both American and European experts, and on an analysis of institutional archives.

Keywords: international negotiations, climate change, security, expertise, transnational network

INTRODUCTION

Alors que le changement climatique est désormais un enjeu majeur dans les négociations internationales, en particulier dans le cadre de la Conférence Cadre des Nations unies sur le Changement Climatique (CNUCC) et des Conférences des Parties (COPs), l'étude de ses effets sécuritaires a connu un important développement au cours des dix dernières années. En octobre 2018, un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avance ainsi qu'une augmentation de 1,5 degrés de la température mondiale pourrait conduire à des « risques en termes de sécurité alimentaire dans certaines régions du monde » (GIEC, 2018). Il s'inscrit dans le prolongement d'un premier rapport, publié en 2014, qui estime que « la sécurité humaine sera progressivement menacée à mesure que le climat change » (GIEC, 2014). En octobre 2018, l'Organisation des Nations Unies (ONU) s'engage également dans cette réflexion à travers la mise en place d'un Climate Security Mechanism (CSM), qui réunit l'ONU Environnement, le Programme des Nations unies pour le Développement et le Département des affaires politiques pour étudier les liens entre le climat, la paix et la sécurité. Ce débat touche également le Conseil de Sécurité de l'ONU qui a organisé quatre débats sur les implications sécuritaires du changement climatique depuis 2007 (Maertens, 2018).

Au sein des gouvernements nord-américains et européens, des responsables militaires mentionnent également explicitement l'impact du changement climatique sur la sécurité nationale. C'est par exemple le cas aux États-Unis, alors même que l'administration Trump s'illustre par des prises de position ouvertement climatocéptiques. Le 2 avril 2019, lors d'une audition pour le vote du budget des forces armées pour 2019-2020 devant la Commission des Forces Armées du Sénat, le nouveau Secrétaire de la Défense

Mark Esper déclare ainsi que « le changement climatique est un élément dont nous devons tenir compte quand nous prenons en considération nos installations, nos terrains d'entraînement, et comment et où nous pourrions combattre dans le futur » (Comité des Forces Armées du Sénat des États-Unis, 2019). Il s'inscrit dans le prolongement de son prédécesseur, James Mattis qui affirme lors de son audience de confirmation que « le changement climatique impacte la stabilité dans des régions du monde où nos troupes opèrent aujourd'hui » (Revkin, 2017). Des propos similaires ont été tenus par des responsables européens de la défense comme Tom Middendorp, commandant des Forces armées néerlandaises, en 2016 ou encore Florence Parly, Ministre française des Armées, en février 2018 lors de la Conférence de Munich sur la Sécurité.

Pour répondre et capitaliser sur cet intérêt grandissant pour la sécurité climatique, des réseaux savants se sont formés, aux États-Unis et en Europe, afin de fournir une expertise aux organisations de défense en la matière. À Washington, depuis le début des années 2000, plusieurs think-tanks et centres de recherches travaillent auprès du Département de la Défense sur les impacts sécuritaires du changement climatique. Parmi eux, le Center for Climate and Security (CCS), né en 2011, réunit d'anciens responsables militaires et civils du Pentagone. En France, à la suite de l'organisation de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP21) en 2015, le Ministère des Armées finance un « Observatoire géopolitique des enjeux des changements climatiques en termes de sécurité et de défense » coordonné par l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) et piloté par la Direction des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS). Du côté de la défense, cette externalisation de la recherche stratégique sur les enjeux climatiques peut s'expliquer en partie par la difficile réception de la problématique écologique en interne. Cette tension est déjà présente lors de l'introduction des questions de durabilité, régulièrement accusées de faire peser des contraintes réglementaires incompatibles avec les objectifs de défense (Durant, 2007 ; Boulanger, 2010). Au-delà de l'enjeu climatique, elle peut également provenir de la réforme plus globale de la production stratégique et doctrinale en cours dans les organisations de défense (Lambert, 1989 ; Danet, 2002).

Depuis la fin des années 2010, certains de ces centres de recherche ne produisent plus seulement des rapports commandés par les organisations de défense, mais se rassemblent dans de nouveaux réseaux internationaux qui entendent prendre une part active dans les négociations internationales. Composés d'experts essentiellement européens et étatsuniens, ces réseaux proposent leurs travaux sur la sécurité climatique et leurs compétences dans de grands forums internationaux, auprès de responsables politiques et militaires impliqués dans les discussions sur la lutte contre le changement climatique ou sur les enjeux de sécurité. En s'appuyant sur une approche constructiviste de la production des savoirs sur le climat, et plus précisé-

ment sur l'idée latourienne selon laquelle la science et l'expertise sont traversées par des controverses et des accords temporaires entre savants (Latour, 2005), cet article propose d'étudier comment ce type de coalition internationale d'experts tente d'imposer une grille de lecture sécuritaire du changement climatique dans les négociations internationales. Il étudie en particulier le cas de l'International Military Council on Climate and Security (IMCCS), et de son implication dans deux forums de négociations internationales : la Planetary Security Initiative et la Conférence de Munich sur la Sécurité.

Du point de vue de l'étude des négociations, cet article imbrique deux niveaux d'analyse. Le premier concerne les discussions entre les experts européens et étatsuniens pour s'accorder sur une stratégie d'internationalisation. Jalonnée d'échanges formels et informels, cette stratégie les conduit initialement à choisir de participer directement aux forums internationaux sur la sécurité climatique comme la Planetary Security Initiative (PSI), avant d'aboutir à la décision de produire des rapports destinés à orienter les discours des responsables politiques et militaires. Le second regroupe les échanges qui se tiennent entre ces responsables à l'intérieur des forums internationaux, c'est-à-dire les espaces que les experts, rassemblés au sein de l'IMCCS, tentent d'influencer avec leur grille d'analyse sécuritaire du changement climatique. Dans cet article, le phénomène d'internationalisation des savoirs sur la sécurité et le climat, incarné par l'IMCCS, nous pousse ainsi à nous intéresser à plusieurs questions abordées dans le cadre de ce numéro spécial sur les négociations internationales : pourquoi ce réseau participe-t-il aux négociations internationales ? Quels membres participent activement aux forums ? Que négocient-ils auprès des participants ? Et enfin, jusqu'où négocient-ils ?

Nous étudierons, en première partie, la négociation entre experts autour de la stratégie d'internationalisation de l'expertise sur la sécurité climatique au milieu des années 2010, avant de nous tourner vers la stratégie d'influence épistémique dans les négociations sur la sécurité lancée par l'IMCCS à partir de l'année 2019. Nous nous appuyons pour cela sur quinze entretiens réalisés auprès des experts de l'IMCCS à Paris, Washington et La Haye entre novembre 2018 et mai 2019, complétés par des archives récupérées sur des sites institutionnels, auprès des enquêtés ou à l'occasion d'événements comme la conférence annuelle de la Planetary Security Initiative organisée les 19 et 20 février 2019.

1. UNE PREMIÈRE STRATÉGIE D'INTERNATIONALISATION DE L'EXPERTISE SUR LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE : L'EXPÉRIENCE DE LA PLANETARY SECURITY INITIATIVE

1.1. Des blocages nationaux : les cas de la France et des États-Unis

Au début des années 2000, dans le contexte étatsunien, l'entrée de l'enjeu climatique dans les organisations de défense s'est accompagnée d'un recours fréquent à l'expertise, civile ou militaire. La question de la production de la connaissance s'est en effet avérée centrale pour appréhender un phénomène aussi multifactoriel et étranger à la réflexion stratégique que le changement climatique. C'est ainsi qu'en 2007, sous l'impulsion de l'ancienne sous-secrétaire à la défense pour la sécurité environnementale sous le gouvernement Clinton, Sherri Goodman, le Center for Naval Analysis (CNA) publie une étude sur les implications du changement climatique pour le Pentagone. Ce réseau dispose d'une importante légitimité militaire en raison de la présence d'officiers de haut rang, mais aussi de la représentation de toutes les branches des forces armées des États-Unis. En 2008, l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, qui a fait campagne sur la lutte contre le réchauffement climatique, renforce l'ancrage de cet enjeu dans la doctrine stratégique du Pentagone. Les experts sur la sécurité climatique parviennent à se réunir au sein d'un nouveau think-tank créé en 2010 : le Center for Climate and Security (CCS). Alors que le changement climatique est désormais régulièrement évoqué dans la doctrine étatsunienne de défense, le CCS poursuit ainsi l'affermissement de son autorité épistémique et militaire dans un contexte fédéral favorable. Un autre rapport est ainsi publié en 2014 par la même équipe d'experts et signé par l'ancien directeur de la CIA puis Secrétaire à la Défense Leon Panetta.

Dans le contexte français, l'expertise sur la sécurité climatique se développe également au niveau ministériel, dans le cadre de la production doctrinale. Si la doctrine de défense mentionne bien le changement climatique dans le Livre Blanc de 2008, la disparition presque complète de la thématique climatique dans l'édition 2013 montre toutefois le manque d'implantation de cet enjeu dans la stratégie de défense. En dépit de l'absence de véritable réflexion sur le changement climatique en interne, l'organisation de la COP21 à Paris pousse le Ministère des Armées à s'investir dans l'événement à partir de juin 2015, soit cinq mois avant la conférence de Paris. Au cours des discussions tenues dans ce cadre entre la DGRIS et le cabinet du Ministre, deux décisions sont prises : l'organisation d'un événement pour être visible en amont de la conférence et la création d'un « outil de connaissance » pour cartographier les risques posés par le changement climatique

pour la défense. Pour le premier point, une conférence « Défense & Climat » est organisée le 15 octobre 2015, sous le parrainage du Ministre Jean-Yves Le Drian. Pour le second point, un appel à projet pour la constitution d'un Observatoire « Défense et Climat » est lancé pour une durée de quatre ans, et remporté par l'IRIS, futur membre fondateur de l'IMCCS.

Dans le cas étatsunien comme dans le cas français, à la fin des années 2010, des situations de blocage conduisent toutefois ces experts sur la sécurité climatique à internationaliser leurs activités. Aux États-Unis, l'élection de Donald Trump en 2016 porte un premier coup d'arrêt au financement fédéral des projets sur le changement climatique. Si les services du Pentagone continuent leur travail sur des sujets comme l'adaptation des installations militaires aux aléas climatiques, les centres de recherche sont moins sollicités pour étudier les impacts sécuritaires du changement climatique global. Dès lors, le réseau d'experts formé à Washington par le CNA et le CCS se tourne vers des forums internationaux pour continuer de produire des rapports et attirer l'attention sur l'approche militaire de cet enjeu. Ces efforts coïncident avec les premières tentatives d'internationalisation de l'expertise dans le contexte français. En effet, si la situation politique en France permet à ce type de recherche de perdurer au sein du secteur de la défense, le blocage vient plutôt de la marginalité institutionnelle de l'Observatoire au sein du Ministère des Armées. Dès ses débuts, l'Observatoire peine en effet à devenir une autorité scientifique au sein de la défense française et à intéresser l'ensemble des services concernés par le sujet. En parallèle, l'Observatoire s'investit avec succès dans des forums internationaux de défense comme le South Pacific Defence Ministers Meeting (SPDMM). Lors de la réunion du SPDMM à Auckland en avril 2017, les experts de l'Observatoire sont ainsi sollicités pour rédiger un rapport sur les implications du changement climatique sur la défense et la sécurité dans le sud de l'Océan Pacifique à l'horizon 2030, livré en mai 2019.

1.2. La participation des experts français et étatsuniens à des réseaux transnationaux

En relations internationales, les phénomènes d'internationalisation font l'objet de plusieurs contributions, en particulier dans les travaux consacrés aux organisations et aux mouvements sociaux. L'étude des logiques qui poussent les acteurs à s'internationaliser est alors tributaire des travaux de Margaret Keck et Kathryn Sikkink, qui évoquent l'« effet boomerang » (*boomerang pattern*) pour expliquer la constitution de réseaux transnationaux d'acteurs (Keck et Sikkink, 1998). Selon elles, des situations de non-réponse du gouvernement à des revendications peuvent conduire des mouvements sociaux à se tourner vers l'international pour être entendus, gagner des soutiens et obtenir des ressources. Cette étude des stratégies d'internationalisation est complétée par Sidney Tarrow, qui propose la métaphore du récif de

corail pour qualifier les forums internationaux (Tarrow, 2005). Il montre en effet comment les « petits poissons » (mouvements sociaux, ONG, entreprises) s'immiscent dans ces grands rendez-vous pour bénéficier de ressources (financières, symboliques, politiques). Comme l'illustrent les cas étatsunien et français, une situation de blocage national peut aussi entraîner la constitution de réseaux transnationaux d'experts : l'internationalisation est alors un choix stratégique négocié entre ces derniers pour trouver des ressources et gagner en légitimité. Cette idée de négociation entre les acteurs autour de la stratégie d'influence à adopter permet alors de compléter les études qui portent plus spécifiquement sur l'internationalisation de l'expertise.

En effet, les travaux existants sur le sujet expliquent souvent la constitution d'une expertise internationale par un accroissement de la demande de connaissances de la part des organisations et des bureaucraties internationales, soucieuses de s'appuyer sur des données pour façonner leurs programmes (Stone, 2010 ; Littoz-Monnet, 2017). Les organisations responsables de la mise en place de programmes de développement économique, comme la Banque Mondiale, accordent par exemple de plus en plus d'importance aux évaluations produites par des centres de recherche et des think-tanks publics ou privés (Maxwell et Stone, 2005). Pour Ernst Haas, qui s'intéresse plus spécifiquement à la gouvernance internationale de l'environnement, cette dépendance des organisations à l'expertise s'accompagne de plus de la constitution de « communautés épistémiques », au sein desquelles les experts partagent des valeurs et des intérêts similaires (Haas, 1992). La naissance de ces réseaux est donc inséparable de ce processus de structuration et de prolifération internationale de l'expertise, qui peut influencer les perceptions des décideurs sur les problèmes qu'ils ont à traiter (Adler, 2005). L'étude de la structuration de l'IMCCS montre de son côté que la constitution de réseaux transnationaux d'experts ne s'explique pas seulement par la demande des institutions ou la structure des relations internationales, mais aussi par la volonté de ces experts eux-mêmes de se positionner comme des acteurs légitimes dans les discussions internationales. Cette stratégie d'influence suppose d'investir des espaces de discussion internationaux dans lesquels les experts peuvent présenter leurs travaux à des responsables politiques et militaires.

Parmi les forums internationaux sur la sécurité climatique, la Planetary Security Initiative (PSI), lancée en 2015 sous le parrainage du Ministère des Affaires Etrangères néerlandais, représente, pour les experts étatsuniens comme français, une première opportunité de négociation pour décider de l'internationalisation commune de leurs activités. La PSI est une initiative diplomatique lancée par le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas en 2015 dans le but de créer un consortium international de think-tanks leaders sur les questions de climat et de sécurité. Depuis 2016, les think-tanks néerlandais chargés de piloter la PSI, Clingendael et le Hague Institute for Strategic Studies (HISS), déjà engagés par ailleurs auprès du Ministère de la

Défense des Pays-Bas dans la recherche en matière de changement climatique, organisent un grand événement annuel, la Planetary Security Conference (PSC), à La Haye. La PSC rassemble des responsables d'organisations régionales et internationales comme l'Union Africaine ou le Programme des Nations unies pour l'Environnement pour échanger lors de conférences plénières, et facilite la rencontre entre experts lors de sessions de travail publiques ou privées ou encore à l'occasion de forums de networking fréquentés également par des responsables d'entreprises, d'ONG et de gouvernements. Les experts étatsuniens du CCS participent à l'initiative depuis sa première conférence en 2015, et se sont investis dans la rédaction d'un premier rapport commun sur la sécurité climatique (PSI, 2016). Les experts français s'investissent officiellement dans la deuxième conférence organisée en 2017, qui pose spécifiquement la question de la poursuite des efforts internationaux en matière de sécurité climatique après l'élection de Trump et la COP21.

2. LA STRATÉGIE D'INFLUENCE D'UN RÉSEAU INTERNATIONAL DANS LES NÉGOCIATIONS : LE CAS DE L'IMCCS

2.1. La construction d'une légitimité épistémique et militaire

En dépit de la présence de représentants d'organisations internationales et régionales au sein de la PSI, le faible nombre de représentants des forces armées et l'orientation des débats vers des questions de sécurité humaine et de développement constituent, pour les experts étatsuniens comme français, une limite majeure de ce type de forum pour diffuser leurs travaux. Ils partagent ainsi le constat de l'absence de réflexion poussée sur la sécurité nationale et le secteur de la défense au cours de ces conférences, qui réunissent pourtant des personnels militaires européens et étatsuniens. Cette impression est confirmée lors d'échanges effectués en amont de la préparation de PSC 2019, qui présente des sessions thématiques consacrées principalement au soutien humanitaire aux populations et à la résilience des infrastructures civiles. C'est justement au cours de la préparation de cette conférence que commence une réflexion sur la constitution d'un nouveau réseau transnational d'experts spécifiquement consacré aux questions de défense et chargé de porter, au niveau international, l'enjeu des implications du changement climatique pour les forces armées. Du point de vue des experts français, un tel réseau se justifie également par l'absence de considération pour les aspects plus militaires de la sécurité climatique, relégués au second plan au profit des questions humanitaires et les enjeux de développement. Ce cadrage est par ailleurs repris dans le premier événement organisé par la

diplomatie européenne sur la question en 2018, au cours duquel la PSI est explicitement mentionnée (SEAE, 2018).

En amont de la Planetary Security Conference des 19 et 20 février 2019, les experts français et étatsuniens négocient ainsi pour créer, avec leurs partenaires néerlandais à l'origine de la PSI, une organisation experte plus portée vers les enjeux de défense. Ces négociations portent plus précisément sur la forme à donner à cette organisation, mais aussi sur son budget. Les experts étatsuniens du CCS apportent finalement l'essentiel des ressources et de l'organigramme de la nouvelle organisation qui, selon l'équilibre voulu par les experts européens, prend la forme d'un réseau qui permet de conserver l'autonomie scientifique des équipes françaises et néerlandaises au sein de leurs centres de recherche respectifs. De ces négociations émerge l'International Military Council on Climate Security (IMCCS). Lors de son lancement, au cours du diner de clôture de la PSC 2019, une personnalité présente dans les équipes étatsuniennes expertes de la sécurité climatique depuis le rapport CNA en 2007, Sherri Goodman, annonce, avec le général néerlandais et ancien chef des forces armées des Pays-Bas Tom Middendorp, sa volonté de pousser la réflexion internationale sur le lien entre défense et climat. Afin de mener à bien cette mission, le général Middendorp est nommé Chair du Conseil tandis que Sherri Goodman en devient la secrétaire générale. Le choix de ces deux personnalités pour diriger le Conseil provient une nouvelle fois de la volonté d'acter la dimension « défense » de ce nouveau réseau, avec un général qui a occupé le plus haut poste militaire dans l'armée néerlandaise et une ancienne sous-secrétaire du Département de la Défense des États-Unis (ce qui est mis en avant sur le site de l'IMCCS).

L'IMCCS se définit alors comme un « réseau international pour les individus qui cherchent à anticiper, analyser et répondre aux risques sécuritaires induits par le changement climatique » (IMCCS, 2020a). Son Conseil est composé d'experts issus de think-tanks et de centres de recherche étatsuniens comme européens intéressés par la sécurité climatique et déjà évoqués ci-dessus (le CCS, Clingendael et le HISS, l'IRIS). Ces experts civils ont connu l'expérience précédente de la PSI, et partagent la volonté de dépasser ses débats peu portés sur les enjeux de défense et de sécurité nationale. Dans ce but, et afin de conférer une légitimité militaire au réseau, d'anciens responsables militaires et haut-gradés issus de diverses régions du monde (Amérique du Nord, du Sud et centrale, Afrique, Europe) sont invités à le rejoindre. En complément du général néerlandais Tom Middendorp, il est possible de mentionner les généraux étatsuniens Ronald E. Keys et Charles F. Wald, le vice-amiral français Patrick Chevallereau, le colonel australien Ian Cumming ou encore le vice-amiral canadien Paul Maddison. Des responsables civils haut-placés dans les organisations de défense complètent ce Conseil volontairement élargi, destiné à renforcer la légitimité militaire du réseau, en complément de son autorité épistémique.

2.2. La mise au point d'une stratégie d'influence dans les négociations internationales

La constitution de ce nouveau réseau s'accompagne d'un renouvellement des manières d'agir de ces experts pour imposer leur lecture de la sécurité climatique dans les négociations internationales, qu'il s'agisse des discussions tenues entre les gouvernements dans les forums sur la sécurité et la défense (comme la Conférence de Munich ou les sommets de l'OTAN) ou ceux consacrés au changement climatique (comme les Conférences des Parties ou COPs). Nous pouvons en effet identifier deux stratégies complémentaires utilisées par l'IMCCS depuis sa création. La première est une stratégie épistémique, qui s'inscrit dans la continuité des efforts soutenus de publication menée par les experts étatsuniens depuis 2007. À travers la production et la publication d'études, l'IMCCS entend imposer une grille d'analyse militaire de la sécurité climatique. Dans la politique internationale, le rythme intense des discussions pousse en effet les négociateurs à s'appuyer sur des rapports pour informer leurs décisions ou imposer leurs propres grilles de lecture des phénomènes. Depuis les années 1990, nous assistons ainsi à une prolifération des communautés d'experts et de savants dans les forums et les grands événements, dans lesquels ils s'investissent pour conseiller les gouvernements et monnayer leurs savoirs (Haas, 1997). Ces réseaux symbolisent la complexification des négociations, qui impliquent de plus en plus d'acteurs et portent sur des sujets parfois très techniques (comme les pandémies ou le changement climatique), mais illustrent aussi le caractère politique de la production scientifique. Dans les discussions en matière climatique, en dépit de la présence du GIEC, les scientifiques et les experts sont ainsi de plus en plus mobilisés par les gouvernements pour soutenir leurs propositions et défendre des mesures d'atténuation ou d'adaptation (Aykut, Dahan, 2015).

La stratégie épistémique de l'IMCCS prend la forme d'un rapport annuel sur l'état de la sécurité climatique dans le monde, intitulé « The World and Climate Security Report ». Dans la première édition parue en février 2020, le groupe d'experts du réseau avance ainsi qu'il existe des risques et des opportunités pour le secteur de la défense dans la lutte contre le changement climatique (IMCCS, 2020b). Du côté des risques, il pointe entre autres le manque de résilience des infrastructures militaires face aux risques climatiques, le déficit de préparation des forces armées aux futures conditions de combat et l'importance pour tous les pays (et pas seulement les « pays pauvres ») d'établir une liste de leurs propres vulnérabilités climatiques pour garantir leur sécurité nationale. Du côté des opportunités, il souligne la possibilité de coopérations internationales entre les organisations militaires pour bâtir des stratégies de résilience, la mise en avant du leadership militaire dans la lutte contre le changement climatique, ou encore la diffusion de la connaissance sur la sécurité climatique. Le rapport reprend par ailleurs un concept déjà élaboré par les experts étatsuniens du CCS dans un rapport publié le 4 novembre 2019 sur le site de l'IMCCS : la responsabilité de pré-

parer et de prévenir (R2P2). Cette nouvelle responsabilité incombe, selon les auteurs et l'IMCCS, principalement aux forces armées, devenues l'une des composantes essentielles de la résilience des sociétés à l'ère climatique. La diffusion de ce rapport doit être assurée par les responsables de l'IMCCS, auprès des décideurs qui participent aux discussions internationales sur le changement climatique et la sécurité.

Précisément, la seconde stratégie est l'omniprésence dans les forums régionaux et internationaux consacrés aux questions de défense, afin d'y introduire l'enjeu climatique par le prisme des études produites par l'IMCCS. En amont de la conférence informelle des Ministres européens de la défense consacrée aux « impacts du changement climatique sur la sécurité et la défense » tenue en août 2019, le directeur du réseau, le général Middendorp, a ainsi été invité à intervenir au nom de l'IMCCS au sein du Comité Militaire et du Comité Politique et Sécurité de l'Union européenne, afin de présenter les risques sécuritaires posés par le changement climatique dans la région du Sahel. Plus récemment, le directeur de l'IMCCS a également candidaté pour participer à un panel sur la sécurité climatique à la Conférence de Munich sur la Sécurité qui, depuis sa création en 1962, est l'un des plus importants forums mondiaux consacrés à la sécurité. Le 15 février 2020, il présente ainsi le rapport de l'IMCCS au sein d'un panel intitulé « Apocalypse Now ? Climate and Security ». Aux côtés d'anciens hauts responsables de gouvernements (comme le Secrétaire d'État des États-Unis sous Barack Obama, John Kerry, aujourd'hui Envoyé présidentiel spécial pour le Climat dans l'administration Biden) et d'organisations internationales (à l'image du huitième Secrétaire Général des Nations unies, Ban-Ki Moon), mais aussi de représentants européens en fonction (comme Helga Maria Schmid, Secrétaire Générale du Service d'Action Extérieure de l'Union européenne), le général Middendorp a pu insister sur le nouveau rôle que peuvent jouer les forces armées dans la prévention et la gestion des crises climatiques (CCS, 2020). En mettant l'accent sur le rapport de l'IMCCS, il insiste en particulier sur la compatibilité entre solutions politiques et militaires, et sur le rôle important que peut jouer le secteur de la défense dans l'anticipation des catastrophes naturelles et des conflits.

CONCLUSION

Fruit des efforts d'internationalisation de communautés d'experts européennes et étatsuniennes, l'IMCCS met en lumière un aspect essentiel et pourtant méconnu des négociations : leur dimension épistémique, incarnée par la prolifération des rapports d'experts ou des études scientifiques dans les forums internationaux. Cette dépendance au savoir est en outre particulièrement importante lorsque les négociations portent sur un phénomène multidimensionnel comme le changement climatique. Ce travail sur

la stratégie épistémique adoptée par l'IMCCS nous permet de répondre à plusieurs questions posées en introduction. Premièrement, pourquoi négocier ? L'IMCCS s'investit dans les négociations internationales pour promouvoir une vision sécuritaire et militaire de l'enjeu climatique. Elle s'oppose, par exemple, à une approche axée sur le développement ou sur la réduction des émissions carbonées qui reste encore dominante dans les forums internationaux dédiés au climat. Ce nouveau cadrage du phénomène en termes de conséquences plutôt que de causes lui permet d'apporter son expertise aux responsables politiques internationaux, et d'accumuler du prestige au sein des forums internationaux sur la sécurité et le climat. Deuxièmement, qui négocie, et au nom de qui ? Dans notre cas d'étude, ce sont initialement les porte-paroles de l'IMCCS qui s'invitent à la table des négociations dans les différents forums. Ils y négocient au nom du réseau afin de gagner en visibilité et de présenter leurs travaux. Progressivement, comme en témoigne la présence du général Middendorp à la Conférence de Munich sur la sécurité, le réseau parvient ainsi à devenir un interlocuteur légitime dans les panels et les tables rondes consacrées au changement climatique aux côtés des porte-paroles des ONG et des représentants des États.

Troisièmement, que négocie-t-on ? L'IMCCS négocie ses rapports et ses études sur l'impact du changement climatique sur la sécurité auprès des responsables politiques et militaires dans les forums internationaux, en présentant ces travaux comme plus pertinents que d'autres contributions expertes sur la question. Compte tenu du rythme effréné des discussions sur le climat, les négociations internationales s'appuient en effet de plus en plus sur des études scientifiques produites par une multitude d'experts. Le rapport publié par l'IMCCS, le "World and Climate Security Report 2020", synthétise les principaux apports scientifiques du réseau en matière de sécurité climatique et est présenté à chacune des interventions de ses membres. Dans la compétition que se livrent les experts, les membres de l'IMCCS entendent ainsi gagner en notoriété et s'imposer dans le champ des études sur la sécurité climatique. Enfin, jusqu'où négocie-t-on ? L'IMCCS dispose pour le moment de ressources limitées, principalement amenées par sa composante étatsunienne, et se voit contraint de sélectionner ses interventions avec attention. Compte tenu de la jeunesse du réseau, l'horizon de la négociation est, pour le moment, l'obtention de nouvelles ressources (financières, politiques ou encore symboliques) pour poursuivre son travail d'influence dans les négociations internationales. Le succès de l'IMCCS se mesurera ainsi par sa capacité à perdurer dans le temps, et ainsi à concrétiser la stratégie d'internationalisation négociée en amont de la constitution du réseau entre les experts étatsuniens et européens.

RÉFÉRENCES

- ADLER Emanuel (2005), *Communitarian International Relations: The Epistemic Foundations of International Relations*, Londres, Routledge.
- AYKUT Stefan et Amy DAHAN (2015), *Gouverner le climat : vingt ans de négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BOULANGER Philippe (2010), « Du bon usage de l'environnement par les armées : le début des stratégies nationales militaires de développement durable », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n° 152, p. 313-336.
- CENTER FOR CLIMATE AND SECURITY (CCS) (2020), "Climate Change More Prominent Than Ever at Munich Security Conference with 'World Climate Security Report 2020' Release", <https://climateandsecurity.org/2020/02/climate-change-prominent-at-munich-security-conference-with-world-climate-security-report-2020-release/> [consulté le 16 décembre 2020].
- COMITÉ DES FORCES ARMÉES DU SÉNAT DES ÉTATS-UNIS (2019, 2 avril), "Hearing of Dr Mark Esper and General Milley, Army and Air Force Fiscal Year 2020 Budget Requests", <https://www.c-span.org/video/?459337-1/army-air-force-leaders-testify-fiscal-year-2020-budget-requests&start=3712> [consulté le 16 décembre 2020]
- DANET Didier (2002), « Réussie l'externalisation des fonctions stratégiques de la Défense », *Les Champs de Mars*, vol.1, n°11, p. 259-273.
- DURANT Robert F. (2007), *U.S. Military: Environmental Policy, National Security, and Organizational Change*, Washington (D.C.), Georgetown University Press.
- GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC), (2014) "Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability", Fifth Assessment Report (AR5), <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/> [consulté le 16 décembre 2020].
- GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC), (2018), "Special Report - Global Warming of 1.5°C", <https://www.ipcc.ch/sr15/> [consulté le 16 décembre 2020].
- HAAS Peter (1992), "Introduction: epistemic communities and international policy coordination", *International organization*, vol.46, n°1, p. 1-35.
- HAAS Peter (éd.) (1997), *Knowledge, Power and International Policy Coordination*, Columbia (SC), University of South Carolina Press.
- INTERNATIONAL MILITARY COUNCIL ON CLIMATE AND SECURITY (IMCCS) (2020a), "Presentation", <https://imccs.org/> [consulté le 16 décembre 2020].
- INTERNATIONAL MILITARY COUNCIL ON CLIMATE AND SECURITY (IMCCS) (2020b, 13 février) "The World and Climate Security Report 2020", Expert Group, https://imccs.org/wp-content/uploads/2020/02/World-Climate-Security-Report-2020_2_13.pdf [consulté le 16 décembre 2020].
- KECK Margaret. E. et Kathryn SIKKINK (1998), *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, New York, Cornell University Press.

- LAMBERT Richard D. (1989), “DoD, Social Science, and International Studies”, *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1er mars 1989, vol.502, n°1, p. 94-107
- LATOUR Bruno (2005), *La Science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris : La Découverte.
- LITTOZ-MONNET Annabelle (éd.) (2017), *The politics of expertise in international organizations : how international bureaucracies produce and mobilize knowledge*, Londres, Routledge, 2017.
- MAERTENS Lucile (2018), « Le changement climatique en débat au Conseil de sécurité de l’ONU », *Revue internationale et stratégique*, vol.109, n°1, p. 105-114
- MAXWELL Simon et STONE Diane (éds.) (2005), *Global knowledge networks and international development: bridges across boundaries*, Londres, Routledge.
- MURPHY Hannah et Aynsley KELLOW (2013), « Forum Shopping in Global Governance: Understanding States, Business and NGOs in Multiple Arenas », *Global Policy*, vol.4, n°2, p. 139-149
- PLANETARY SECURITY INITIATIVE (PSI) (2016, janvier), “Planetary Security: Peace and Cooperation in Times of Climate Change and Global Environmental Challenges”, <https://climateandsecurity.org/wp-content/uploads/2012/04/planetary-security-2015.pdf> [consulté le 16 décembre 2020].
- REVKIN Andrew (2017, 14 mars), “Trump’s Defense Secretary Cites Climate Change as National Security Challenge”, *Propublica*, https://www.propublica.org/article/trumps-defense-secretary-cites-climate-change-national-security-challenge?utm_campaign=bt_twitter&utm_source=twitter&utm_medium=social [consulté le 16 décembre 2020]
- SERVICE EUROPÉEN POUR L’ACTION EXTÉRIEURE (SEAE), (2018, 22 juin), “Climate, Peace and Security: the time for action”, https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/climate_peace_and_security_program_6.pdf [consulté le 16 décembre 2020].
- STONE Diane (2013), *Knowledge Actors and Transnational Governance: The Private-Public Policy Nexus in the Global Agora*, Londres, Palgrave Macmillan.
- TARROW Sidney (2005), *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press.